

ABC CONDUITE
EURL au capital de 7 622,45 €
Siège social : 233 Grand'Rue
34980 ST GELY DU FESC

20 OCT. 2003
A 6980

RCS MONTPELLIER B 395 142 243

**PROCES VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE**

L'An Deux Mille Trois, le Vingt Quatre septembre à 20 heures, Monsieur GOMEZ Marcel, Gérant associé unique de la société ABC CONDUITE, propriétaire de la totalité des 500 parts sociales de 15,245 € chacune, émises par cette société,

1 – A préalablement exposé ce qui suit :

En sa qualité de Gérant de la Société, Monsieur GOMEZ Marcel, Associé Unique constate qu'après affectation du résultat de l'exercice 2002 la situation nette de la société est inférieure à la moitié des capitaux propres.

2 – A pris les décisions suivantes portant sur :

- la continuité ou non de l'activité de la société ;
- le moyen de retrouver les capitaux propres de la société afin que la situation nette soit supérieure à la moitié de ceux-ci.

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique délibérant par application des dispositions de l'article L 223.42 du Code de Commerce après examen de la situation telle qu'elle ressort des comptes de l'exercice 2002 approuvés le 28 juin 2003 et desquels il résulte que le montant des capitaux propres est inférieur à la moitié du capital social, décide qu'il n'y a pas lieu à dissolution anticipée de la société.

Le maintien de l'activité est donc décidée.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Associé Unique afin de régulariser la situation exposé précédemment, décide :

- de procéder à une augmentation du capital social par incorporation de la réserve légale pour un montant de 762,25 € et un apport par compensation de son compte courant d'associé de 7 000 €.

Et immédiatement :

- de procéder à une diminution du capital social par imputation du compte report à nouveau pour un montant de 7 884,70 €.

Ainsi le capital s'élèvera désormais à 7 500 € divisé en 750 parts de dix euros chacune.

TROISIEME RESOLUTION

L'Associé Unique s'engage à accomplir toutes les formalités de publicité afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Associé Unique décide d'utiliser pour enseigne commerciale les termes :
"AUTO-ECOLE C.E.R. ST GELY".

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal par l'Associé Unique et consigné sur le registre de ses décisions.

Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE DE MONTPELLIER OUEST

Le 10/10/2003 Bordereau n°2003/725 Case n°16

Ext 3498

Enregistrement : 230 €

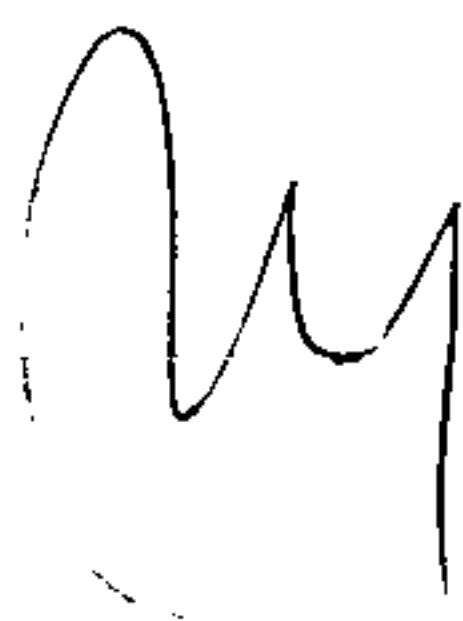
Timbre : 24 €

Total liquidé : deux cent cinquante-quatre euros

Montant reçu : deux cent cinquante-quatre euros

L'Agent

Marcel GOMEZ



E. U. R. L. ABC Conduite
Société à Responsabilité Limitée
Capital Social : 7 500 euros
Siège social : 233 Grand Rue
34980 Saint Gély du Fesc

STATUTS

(Mis à jour après la décision de l'associé unique en date du 24 septembre 2003

Le soussigné, Monsieur Marcel Gomez, enseignant de la conduite automobile et de la Sécurité Routière, né à Avignon 84000, le 2 avril 1959, époux de Madame Catherine, Dominique Sala, marié en premières noces à la Mairie de BIZANOS 64320, le 23 septembre 1993, sous le régime de la séparation de biens sans société d'acquêts aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître Bernard Girod, 92130 Issy les Moulineaux, 6 Rue André Chénier, de nationalité française,

Après avoir déclaré ne pas être associé unique d'une autre E. U. R. L., a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société à responsabilité limitée qu'il a décidé d'instituer sous la forme d'entreprise unipersonnelle.

Titre I : Forme, Objet, Dénomination, Siège Social, Durée

Article 1^{er} - Forme

La société a la forme d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, régie par la loi n°66-537 du 24 juillet 1966, par les textes modificatifs, ainsi que par les présents statuts.

Instituée à l'origine par l'associé unique soussigné, elle pourra à toute époque exister entre plusieurs associés et devenir pluripersonnelle par suite de cessions ou transmissions totales ou partielles des parts sociales.

Elle pourra également à toute époque revêtir à nouveau son caractère d'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée par suite de la réunion de toutes les parts sociales en une seule main.

Article 2 - Objet

La société a pour objet l'enseignement de la conduite des véhicules automobiles terrestres à moteur.

Et plus généralement, toutes es opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

Article 3 - Dénomination

La société prend la dénomination suivante : ABC Conduite

Dans tous les documents de toute nature émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou des initiales S. A. R. L. ainsi que du montant du capital social.



Elle a pour nom commercial : . AUTO-ECOLE C.E.R. ST GELY

Article 4 – Siège Social

Son siège est fixé à : Saint Gély du Fesc 34980, 233 Grand Rue

Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision de l'associé unique ou des associés réunis en assemblée générale extraordinaire en cas de pluralités d'associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée et de prorogation prévus par les présents statuts.

Titre II – Apports, Capital Social, Modification du Capital Social

Article 6 – Apports

I – Apports en numéraires : L'associé unique apporte à la société la somme de cinquante mille francs. L'expression en euros de ce capital, au moyen de la conversion de cette valeur par application du taux officiel de conversion ressort à 7 622,45 euros.

Cette somme a été déposée dès avant ce jour sur le compte ouvert au nom de la société en formation auprès de l'organisme bancaire CREDIT LYONNAIS, agence d'Issy les Moulineaux, lequel a délivré un certificat de dépôt.

Le retrait de cette somme sera effectué par la gérance sur présentation du certificat du greffier attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

II – Apports en nature

NEANT

III Récapitulation des apports en capital

Apports en numéraires : 7 622,45 euros

Apports en nature : néant

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 3 juin 2002, le capital social a été réduit de la somme de 0,45 euros

TOTAL EGAL AU MONTANT DU CAPITAL SOCIAL : 7 622 euros.

Le 24 septembre 2003 l'Associé Unique a pris les décisions suivantes :

- augmentation du capital social par incorporation de la réserve légale pour 762,25 € et un apport de 7 000 € par compensation de son compte courant d'associé.

Puis

- Diminution du capital social par imputation du compte report à nouveau pour un montant de 7 884,70 €.

Article 7 - Capital social

Le capital est fixé à SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (7 500 €) divisé en CINQ CENTS PARTS (500 parts) de QUINZE EUROS (15 €) chacune, entièrement libérées numérotées de 1 à 500 et attribuées en totalité à Monsieur GOMEZ Marcel, Associé Unique.



Article 8 - Modification du capital

Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision de l'associé unique ou par assemblée générale extraordinaire des associés, en cas de pluralité d'associés.

Il pourra également être réduit en vertu d'une décision de l'associé unique ou par une décision collective des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas, cette réduction ne pourra porter atteinte à l'égalité des associés, lorsqu'ils sont plusieurs.

Toutefois, la réduction du capital à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne pourra être faite que sous la condition suspensive, soit d'une augmentation de capital ayant pour effet de le porter au minimum légal, soit de la transformation de la société en société d'une autre forme.

A défaut, tout intéressé pourra demander en justice la dissolution de la société.

La dissolution ne pourra être prononcée si, au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

TITRE III **PARTS SOCIALES - CESSIONS ET TRANSMISSIONS DES PARTS**

Article 9 - Souscription et représentation des parts

Les parts sociales sont souscrites en totalité par l'associé unique et intégralement libérées, qu'elles représentent ses apports en nature ou en numéraire, et contribuent exclusivement à la formation du capital social.

Les parts sociales de capital ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

Leur propriété résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient les modifier et des cessions ou mutations ultérieures régulièrement consenties et publiées.

Article 10 - Indivisibilité des parts

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés à l'égard de la Société par un mandataire unique choisi parmi l'un d'eux ou, en cas de désaccord, désigné en justice à la demande du plus diligent.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives autres que celles relatives à l'affectation des résultats.

Article 11 - Droits et obligations attachés aux parts

Chaque part donne un droit égal dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation.

Elle donne également droit de participation et de vote aux décisions collectives des associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent en quelque main qu'elle passe.

Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Sous réserve de leur éventuelle responsabilité solidaire vis-à-vis des tiers, pendant cinq ans, en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

En cas de cession par l'associé unique d'une ou plusieurs de ses parts, la propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions adoptées régulièrement dans le cadre de la société.

Article 12 - Cessions et transmissions des parts

I. FORME

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société qu'après accomplissement des formalités prévues à l'article 1690 du Code Civil : signification par acte d'huissier ou acceptation par la société dans un acte authentique.

La signification par exploit d'huissier peut être remplacée par le dépôt d'un exemplaire original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après avoir été déposée au Greffe en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Lorsqu'elle s'applique, la procédure d'agrément est régie par les dispositions de la loi n° 66-537 du 24 Juillet 1966.

II. CESSIONS et TRANSMISSIONS de PARTS PAR L'ASSOCIÉ UNIQUE

Les cessions et transmissions de parts sociales réalisées par l'associé unique sont libres et ne sont soumises à aucune procédure d'agrément.

III. CESSIONS et TRANSMISSIONS de PARTS EN CAS DE PLURALITÉ D'ASSOCIÉS

a) CESSIONS ENTRE VIFS :

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre les associés et entre conjoints, ascendants ou descendants, même si le conjoint, ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé.

Elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des tiers non associés autres que le conjoint, les ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

b) TRANSMISSIONS PAR VOIE DE SUCCESSION OU EN CAS DE LIQUIDATION DE COMMUNAUTÉ :

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux même pour une cause autre que le décès, au profit du conjoint et des héritiers en ligne directe de l'associé décédé, lesquels devront justifier de leurs qualités dans les plus brefs délais, par la production de toutes pièces habituellement requises en pareil cas.

La transmission de parts par voie de succession au profit de personnes autres que le conjoint et les héritiers en ligne directe du défunt ne pourra avoir lieu qu'avec le consentement d'associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, étant précisé que les héritiers et représentants du défunt pourront participer au vote sur ce consentement, à condition de justifier de leurs qualités et de se faire représenter par un mandataire commun choisi parmi eux.

Article 13 - Nantissement des parts

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er, du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital.

Article 14 - Aptitude à devenir associé du conjoint commun en biens d'un titulaire de parts sociales

Conformément à l'article 1832-2 du Code Civil, en cas d'apports de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

Article 15 - Décès, interdiction, faillite ou déconfiture d'un associé - Scellés

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite personnelle ou la déconfiture d'un associé ou de l'associé unique.

En cas de décès, elle continue selon le cas, soit entre les héritiers de l'associé unique, soit entre les associés survivants et les héritiers et représentants de l'associé décédé, sous réserve des conditions d'agrément prévues à l'article 12 ci-avant.

TITRE IV GÉRANCE

Article 16 - Nomination des gérants

La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le premier gérant nommé par l'associé unique est désigné, soit ci-après dans les statuts, soit par acte séparé.

Nom, prénoms, domicile et profession du premier gérant éventuellement nommé dans les présents statuts

Monsieur GOMEZ Marcel
173 rue des Boutons d'Or 34980 ST GELY DU FESC
Enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière

Article 17 - Durée d'exercice des fonctions des gérants

La durée d'exercice des fonctions du ou des gérants est : ☒ illimitée ☐ fixée à _____ Durée _____ années*

** chaque année s'entend de l'intervalle séparant deux décisions annuelles sur la reddition des comptes.*

Article 18 - Démission, révocation, décès, remplacement des gérants

Les gérants peuvent résilier leurs fonctions en prévenant l'associé unique ou chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Ils sont révocables par décision dûment motivée de l'associé unique ou des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

En outre, les gérants sont révocables par les tribunaux pour causes légitimes à la demande de tout associé.

Le décès ou la cessation des fonctions des gérants n'entraîne pas la dissolution de la société : l'associé unique ou la collectivité des associés doit procéder au remplacement du gérant.

Article 19 - Pouvoirs des gérants

Les gérants ont seuls la signature sociale; Ils doivent consacrer aux affaires sociales tout leur temps et tous les soins nécessaires.

I - DANS LES RAPPORTS AVEC LES ASSOCIÉS :

La gérance peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus ci-dessus, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est convenu que la gérance ne pourra, sans y être autorisée par une décision de l'associé unique ou des associés prise à la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales en cas de pluralité d'associés, contracter des emprunts bancaires, effectuer des achats, échanges et ventes d'immeubles autres que celui du siège social, constituer des hypothèques ou des nantissements, participer à la fondation de société et effectuer tous apports à des sociétés constituées ou à constituer ou prendre des intérêts dans des sociétés ayant ou non le même objet social.

II - DANS LES RAPPORTS AVEC LES TIERS :

La société est engagée même par les actes de la gérance qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants (non associé unique) peuvent sous leur responsabilité personnelle, conférer toutes délégations spéciales ou temporaires pour des opérations déterminées à tout mandataire de son ou de leur choix.

Article 20 - Rémunération des gérants

Chacun des gérants pourra percevoir, en rémunération de ses fonctions de direction et en compensation de la responsabilité attachée auxdites fonctions, un traitement fixe (indexé ou non) ou proportionnel (au bénéfice, au chiffre d'affaires) ou à la fois fixe et proportionnel, dont le montant et les modalités de règlement seront déterminés par décision de l'associé unique ou par décision collective ordinaire des associés.

En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Article 21 - Responsabilité des gérants

Le ou les gérants sont responsables envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la loi, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre le ou les gérants dans les conditions de l'article 52 de la loi du 24 juillet 1966.

En cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens de la société, les personnes visées par la législation sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes peuvent être rendues responsables du passif social et encourir les interdictions et déchéances prévues par ladite législation.

TITRE V CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

Article 22 - Commissaires aux comptes

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire en cas de dépassement des seuils visés à l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966; elle est facultative dans les autres cas mais peut toujours être demandée en justice par un ou plusieurs associés possédant la quotité requise de capital.

Les pouvoirs, les fonctions, les obligations, la responsabilité, la révocation et la rémunération des commissaires aux comptes sont définis par la loi.

Le ou les premiers commissaires aux comptes, s'il en est nommé ce jour, sont désignés ci-dessous pour une durée de 6 exercices.

Coordonnées de chacun des premiers commissaires aux comptes

M

TITRE VI CONVENTION ENTRE UN GÉRANT OU UN ASSOCIÉ ET LA SOCIÉTÉ

Article 23 - Conventions soumises à procédure spéciale

Le ou les gérants doivent aviser le(s) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux ou l'un des associés et la société, dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice social. En l'absence de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique ou de l'assemblée des associés.

Le(s) gérant(s), ou le(s) commissaire(s) aux comptes s'il en existe, présentent à l'assemblée générale ou joignent aux documents communiqués aux associés, en cas de consultation écrite, un rapport sur ces conventions, conforme aux indications prévues par la loi.

L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

La procédure de contrôle ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique. Mais, si l'associé unique n'est pas gérant, un rapport spécial devra être établi, soit par le gérant, soit par le commissaire aux comptes.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du Directoire ou membre du Conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société, à l'exclusion des conventions sur opérations courantes conclues à des conditions normales.

Article 24 - Conventions interdites

Il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également au conjoint, ascendant ou descendant des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée. Elle est sanctionnée par la nullité du contrat.

TITRE VII DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE - DÉCISIONS COLLECTIVES

Article 25 - Décisions de l'associé unique

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par les dispositions de la loi.

Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux reportés sur un registre coté et paraphé dans les mêmes conditions que les registres d'assemblées et signés par lui.

Article 26 - Décisions collectives

En cas de pluralité d'associés, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts dont il dispose.

Les décisions collectives sont prises en assemblée générale ou par consultation écrite des associés, dans les conditions prévues par la loi du 24 juillet 1966 et les textes subséquents.

Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires ou d'ordinaires.

Les conditions de convocation des assemblées, de consultation écrite des associés, de tenue des assemblées, d'établissement et de conservation des procès-verbaux des décisions collectives sont celles définies par la loi du 24 juillet 1966.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant ou, le cas échéant, par un seul liquidateur au cours de la liquidation.

I - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES :

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserves des exceptions prévues par la loi.

Ce sont notamment celles portant sur l'approbation des comptes annuels, la nomination et la révocation des gérants, sur l'approbation de tous actes de la gérance qui n'entrent pas dans la définition de ses pouvoirs internes.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

II - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite par actions ou société civile.
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés.
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires.

TITRE VIII

COMPTES SOCIAUX - APPROBATION ET RÉPARTITION DES RÉSULTATS

Article 27 - Exercice social - Comptes sociaux

Chaque exercice social a une durée de douze mois, déterminée de la façon suivante :

→	Date de début de l'exercice social 1er Janvier année en cours Date de clôture de l'exercice social 31 Décembre année en cours Date de clôture du premier exercice 31 Décembre 1994
---	---

Par exception, le premier exercice commencera à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, et sera clos à la date indiquée ci-contre :

La gérance établit, à la clôture de chaque exercice et au titre de la reddition des comptes de sa gestion, l'inventaire, les comptes annuels et le rapport de gestion de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés et des pertes encourues.

Article 28 - Approbation des comptes**I - PAR L'ASSOCIÉ UNIQUE**

L'associé unique approuve les comptes annuels et décide l'affectation du résultat dans le délai de 6 mois de la clôture de l'exercice social. Lorsque l'associé unique n'est pas gérant, le rapport de gestion, les comptes annuels, le texte des décisions à prendre et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, lui sont adressés par la gérance avant l'expiration du cinquième mois suivant la clôture de l'exercice social. A compter de cet envoi, l'inventaire est tenu au siège social, à la disposition de l'associé unique non gérant, qui peut en prendre copie.

II - PAR LA COLLECTIVITÉ DES ASSOCIÉS

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée ordinaire des associés est obligatoirement appelée à statuer sur l'approbation des comptes et l'affectation des résultats dans les six mois suivant la clôture de l'exercice social.

Article 29 - Droit d'information et de contrôle**I - DROIT D'INFORMATION :**

L'associé unique, ou les associés en cas de pluralité d'associés, pourront obtenir au moins une fois par an communication des livres et documents sociaux, et poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois conformément à l'article 1855 du Code Civil.

II - DROIT DE CONTRÔLE SUR LA GESTION :

Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé non gérant, le rapport de gestion, le bilan, le compte de résultat, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du(s) commissaire(s) aux comptes lui sont adressés par la gérance avant l'expiration du cinquième mois suivant celui de la clôture de l'exercice social.

En cas de pluralité d'associés ces mêmes documents doivent être adressés aux associés 15 jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur ces comptes.

Article 30 - Affectation et répartition des bénéfices

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société.

Ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures ou augmentés des reports bénéficiaires, seront attribués à l'associé unique ou, le cas échéant, distribués entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux, sauf la partie qui serait remise en réserve ou reportée à nouveau par l'assemblée générale ordinaire après dotation de la réserve légale.

Article 31 - Avances en compte courant

La société pourra recevoir de ses associés des fonds en compte courant.

Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront arrêtées dans chaque cas par accord entre la gérance et les intéressés.

Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

TITRE IX PROROGATION - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 32 - Prorogation

Un an au moins avant l'expiration de la durée de la société, l'associé unique ou les associés, doivent décider s'il y a lieu de proroger la durée de la société.

Article 33 - Transformation

La société pourra, dans les conditions prévues par les textes en vigueur, se transformer en société commerciale de toute autre forme ou en société civile s'il y a lieu, sans que cette opération entraîne la création d'une personne morale nouvelle.

Article 34 - Dissolution anticipée

I - DÉCISION DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS :

La dissolution anticipée de la société peut être décidée à tout moment par décision de l'associé unique ou des associés réunis en assemblée générale extraordinaire, en cas de pluralité d'associés.

II - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL :

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique ou en cas de pluralité des associés, l'assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts, décide dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution de la société n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'observation des prescriptions qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue la régularisation a eu lieu.

Article 35 - Liquidation

I - EN CAS DE PLURALITÉ D'ASSOCIÉS :

En présence de plusieurs associés, la société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, quelle qu'en soit la cause.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "Société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité des parts sociales, pris parmi les associés ou en dehors d'eux. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait été remboursé.

Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

II - EN CAS D'ASSOCIÉ UNIQUE :

Lorsque la société ne comprend qu'un associé, la dissolution, pour quelque cause que se soit, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

TITRE X CONTESTATIONS - POUVOIRS - FRAIS

Article 36 - Contestations - Pouvoirs - Frais

I - CONTESTATIONS :

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, soit entre associé(s) et la société, soit entre associés eux-mêmes en cas de pluralité d'associés, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

II - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi.

III - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites seront pris en charge par l'associé unique, par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les présents statuts, qui constituent les nouveaux statuts de la société, ont été approuvés par l'Associé Unique en suite de la délibération extraordinaire du 24 septembre 2003.

Statuts modifiés
le 24 Septembre 2003

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' or 'G' shape with a small loop at the end.